

Paris, le 21 avril 2015

**Destinataires :**

- Représentants départementaux

*Pour information :*

- *Conseil d'administration*
- *Directeurs des délégations départementales*
- *Directeurs des structures et services*
- *Directeurs régionaux*
- *Direction générale*

N° 028-2015/Pdt  
AR-SSDR/VR

**Objet : Accessibilité en danger : mobilisation générale le 27 mai**

Chers amis,

Voilà bientôt un an jour pour jour, nous nous réunissons place de la République à Paris, sous la bannière « Liberté, égalité, accessibilité » pour faire entendre « l'appel des 100 » et dire notre colère et notre indignation face aux reculs de l'accessibilité.

Depuis ce point d'orgue, l'APF a amplifié sa mobilisation : manifestations locales, création du Collectif pour une France accessible, interpellation des parlementaires (plus de 24 000 emails envoyés depuis le début de cette campagne, 26% pour les sénateurs, 74% pour les députés via le site [accédercestexister.fr](http://accédercestexister.fr)), recours en Conseil d'Etat contre l'Ordonnance, journée d'actions le 11 février dernier.

Cette mobilisation a fait bouger les lignes chez les parlementaires puisque les groupes PS, Écologiste et Gauche démocrate et républicaine de l'Assemblée nationale se sont engagés à ne pas ratifier l'ordonnance en l'état.

Toutefois, le président de la République et le gouvernement qui ont le pouvoir de modifier l'Ordonnance et de suspendre les textes réglementaires ne réagissent pas.

Le Collectif pour une France accessible vient donc de décider, sur notre suggestion, d'une journée nationale d'actions locales le mercredi 27 mai afin d'interpeller le président de la République et le gouvernement.

Cette date a été choisie car le projet de loi de ratification va être discuté fin mai en commission et début juin en séance publique au sénat. C'est également un jour de Conseil des Ministres.

Le Collectif pour une France accessible appelle donc à organiser des opérations coup de poing à tonalité offensive comme bloquer, occuper, s'enchaîner, se coucher sur la chaussée, s'asseoir en masse par terre (sit-in)... devant les préfectures ou les services/bâtiments de l'Etat, représentations locales de l'Elysée et du gouvernement. Une action est également en préparation à Paris.

Cette montée en puissance doit montrer que nous en avons assez d'être immobilisés et méprisés par le gouvernement et l'Elysée.

Accéder, c'est exister ! Nous refuser l'accessibilité, c'est nous nier !

Nous comptons sur vous !

Bien cordialement



**Alain ROCHON**